



La visite du sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines en terre camerounaise du 17 au 18 Mars prochain s'annonce déjà très embarrassante pour le pouvoir de Yaoundé.

Les sujets tels que la sécurité, crise anglophone, ou encore la restriction des libertés, pourront vraisemblablement meublés les échanges. Mais l'on peut déjà imaginer la nature du ton que devrait utiliser le haut fonctionnaire américain pour s'adresser aux autorités camerounaises.

Commentant la situation sociopolitique du Cameroun hier dans une interview accordée à Radio France internationale (RFI), le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des Affaires africaines s'est montré intransigeant.

« Le gouvernement camerounais assure qu'il [Maurice Kamto] a été arrêté et emprisonné pour des raisons légitimes. Moi, je pense vraiment qu'il serait très sage de le libérer. Parce que, que ce soit vrai ou faux, il est perçu comme ayant été incarcéré pour ses activités politiques », a expliqué Tobor Nagy

Le « Monsieur Afrique » de Donald Trump a, au sujet de la crise anglophone invité les autorités Camerounaise à être « plus sérieuses ». Des déclarations qui ont immédiatement provoqué le courroux du pouvoir de Yaoundé.

Le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement a dit, regretter « vivement ces propos qui, non seulement, dénotent une méconnaissance des enjeux, des réalités et des faits concernant l'arrestation de Maurice Kamto et nombre de ses partisans, ainsi que la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, mais aussi trahissent une grave velléité d'immixtion à peine voilé et inadmissible, dans les affaires intérieures du Cameroun »

René Emmanuel Sadi a continué en précisant que Maurice n'est pas un prisonnier politique, mais est accusé des faits de « de droits commun », à l'instar d'hostilité contre la patrie, de rébellion, ou encore de destruction de biens publics.

Voilà donc une nouvelle brouille diplomatique qui pointe à l'horizon entre Washington et Yaoundé. L'ambassadeur américain au Cameroun, Peter Henry Barlerin, avait « conseillé » au président Paul Biya de ne pas se représenter à l'élection octobre 2018 .Une déclaration qui avait fait l'effet d'une bombe dans le camp présidentiel.